

Pouvoir d'emprunt

M. Waddell: Monsieur le Président, je ne sais pas qui l'a décrit comme tel, peut-être l'un des collaborateurs du ministre, ou encore l'un de ses propagandistes chèrement rémunérés; peut-être que c'est dans l'une des brochures publiées par le gouvernement, ou dans sa publicité. Tout ce que je puis dire, c'est que dans ma circonscription, nous avons besoin de nouveaux logis, que les menuisiers chôment en ce moment et qu'il n'y a pas de mises en chantier. Nous avons un groupe coopératif dans la circonscription, le groupe Columbia Housing. Les gens désireux de faire construire des coopératives s'adressent à eux en très grand. Je n'ai pas dit que le ministre n'avait rien fait. Il a bien essayé certaines choses, mais c'était nettement insuffisant, tout comme ce fut le cas d'ailleurs du programme de création d'emplois. Je dirais même que c'est une réaction libérale type. La planification est inexistante, tout va au gré du moment, avec bien des tergiversations et sans aucune espèce de coordination à long terme. C'est là l'ennui avec le libéralisme moderne et c'est ce qui explique que, comme les dinosaures, il est appelé à disparaître bientôt.

M. Nickerson: Monsieur le Président, j'ai une question à poser au député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell). Si j'ai bien compris le sens de son intervention, il préconise au nom du Nouveau parti démocratique un déficit de stimulation encore plus grand. Il souhaite que le gouvernement dépense encore davantage afin de créer des emplois.

Dans ce cas, deux choix s'offrent au gouvernement. Premièrement, il emprunte davantage ou met plus d'argent en circulation; et si c'est là ce qu'il suggère au gouvernement de faire, je voudrais qu'il nous dise à combien il laisserait notre déficit déjà bien élevé passer. Deuxièmement, le gouvernement augmente les impôts. Préconise-t-il donc une politique similaire à celle du gouvernement néo-démocrate du Manitoba qui vient tout récemment de relever la taxe de vente, d'imposer des taxes sur l'emploi, de hausser les taxes sur le tabac et l'alcool, bref d'accabler les Manitobains de toutes sortes de taxes?

M. Waddell: Monsieur le Président, un certain nombre de questions se posent ici. Tout d'abord, je n'ai jamais parlé de «déficit de relance». Je pense que c'est le député de Yellowhead (M. Clark) qui a prononcé, en d'autres temps, ce genre de déficit.

Le déficit, selon moi, est le produit d'une diminution des recettes et d'une augmentation des paiements au titre de l'assurance-chômage et de l'aide sociale. Nous ne devrions pas, selon moi, mettre l'accent sur le déficit à court terme ni prétendre qu'il est impossible de faire quoi que ce soit à cause du risque d'augmentation du déficit. Je reprends à mon compte ce que le député de Thunder Bay-Atikokan (M. McRae) a dit au sujet du déficit que nous avons accumulé pendant la Seconde Guerre mondiale afin d'amorcer l'activité économique. Nous avons en définitive recouvré cet argent, et je pense que cela se reproduira. Nous pourrions le faire si nous donnons du travail aux Canadiens. Ainsi, au lieu de mettre l'accent sur le déficit, nous devrions avoir pour priorité la création d'emplois.

En ce qui a trait au Manitoba, il n'y a, sauf erreur, que dans une autre province où la taxe de vente soit moins importante. Il serait bon, cependant, que le budget prévoie le versement aux provinces—et ce n'est là qu'une suggestion au ministre des

Finances—d'une partie de cet argent, afin de leur permettre de réduire leur taxe de vente.

Des provinces comme le Manitoba et la Colombie-Britannique ou certaines des autres provinces qui ont un besoin pressant d'argent, pourraient, si elles touchaient une partie de cet argent, réduire leur taxe de vente ou stimuler l'économie par d'autres moyens ou cesser de sabrer dans leurs dépenses. Ainsi, dans ma propre province, on procède à des coupes sombres, aussi inutiles que stupides, dans le domaine de l'enseignement.

Ce que je dis, en somme, et ce n'est pas une réponse facile, c'est qu'il ne faut pas que le déficit nous empêche de dormir. Le vrai problème n'est pas là.

Je n'ai qu'une minute pour répondre et je ferai parvenir au député le programme du parti travailliste australien, qui avance d'excellentes propositions, au sujet du déficit. Je lui demanderais de le consulter et s'il a des questions je serais prêt à discuter avec lui, en privé, de la politique financière et monétaire de ce document.

M. Harquail: Monsieur le Président, le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) m'a invité à me calmer, au moment où j'allais lui poser une question. Si le député évitait de faire des déclarations provocatives et de parler de questions religieuses...

M. le vice-président: Le député voudrait-il poser sa question et s'en tenir au sujet.

M. David Smith (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président, les modifications du Règlement permettent aux députés de faire de brefs commentaires. Ils ne sont pas obligés de poser des questions.

M. le vice-président: Ce que je veux dire, c'est que les commentaires doivent avoir un rapport avec le sujet discuté.

M. Harquail: Monsieur le Président, j'ai commencé en parlant d'une remarque faite plus tôt par le député de Vancouver-Kingsway. Au cours du débat tenu aujourd'hui sur le projet de loi C-143, le député parlait d'économie. Reconnaît-il que ces dernières semaines, le taux bancaire est tombé à 9.43 p. 100 et le taux préférentiel à 11.25 p. 100? Le taux d'inflation est à 6 p. 100, comme l'a confirmé le ministre du commerce et du développement de l'Ontario, dans une déclaration devant l'Assemblée législative de cette province. Les mises en chantier domiciliaires sont à la hausse. La fabrication d'automobiles est aussi à la hausse, tout comme notre surplus à l'exportation.

● (1520)

Il y a quelques jours, au cours de l'émission de télévision «Question Period», le député de Vancouver-Centre (M^{lle} Carney) a déclaré au nom du parti conservateur que les perspectives s'améliorent, qu'il se produit un revirement de l'économie, une reprise. Compte tenu de ces déclarations du député de Vancouver-Centre et du Conference Board, et étant donné que les taux d'intérêt et d'inflation sont à la baisse, le député reconnaîtra-t-il que grâce aux efforts du gouvernement et aux mesures qu'il a prises pour remédier à ces problèmes, il y a eu une importante amélioration? Le député l'admettra-t-il?